

# NEWSLETTER PRÉSIDENTIELLE 2022 CARNET DE CAMPAGNE

## L'ÉCONOMIE DANS LA CAMPAGNE



### OLIVIER BLANCHARD ET JEAN PISANI-FERRY RECOMMANDENT UN SECOND PLAN DE RELANCE

Appelant de leurs vœux que l'économie française rattrape au quatrième trimestre 2021 le niveau du quatrième trimestre 2019, les économistes **Olivier Blanchard** et **Jean Pisani-Ferry** enjoignent le Gouvernement, dans une **note** du jeudi 6 mai dernier, à « **abandonner les créances fiscales et sociales, sur une base sectorielle, et à convertir les créances en fonds propres ou quasi-fonds propres [...] sans délai ni circonspection excessive, mais en s'assurant de ce que lorsque la puissance publique renonce à des créances, les créanciers privés font un effort parallèle** ».

Ils appellent également à « **orienter les mesures de soutien aux entreprises vers la reprise de l'activité** », mesures qui pourraient être complétées par des subventions temporaires aux salaires dans les secteurs qui continuent à subir des pertes de productivité du fait des conditions sanitaires.

Côté demande, ils préconisent de « **soutenir le revenu des catégories à faible épargne et à forte**

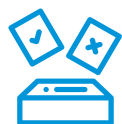
**propension à consommer** » et recommandent « **5 milliards de transferts aux ménages de la moitié inférieure de la distribution du revenu (moins de 22 000 euros par unité de consommation)** »

Sur le **plan de relance**, les deux économistes font le constat que ce dernier ayant été conçu « à un moment où le gouvernement prévoyait une sortie rapide de la crise sanitaire, [il] **risque de se révéler insuffisant si la normalisation de la situation économique s'étale jusqu'à 2023** ».

Ils recommandent ainsi de **compléter le plan France relance avec un volet allant « jusqu'à une quarantaine de milliards sur les années 2022-2023 »** qui seraient, en priorité, utilisés pour « **investir dans la mobilité et la formation des salariés** » et dans la « **reconversion des salariés des secteurs en difficulté et à leur transition vers de nouveaux emplois [...]** qui pourrait prendre la forme d'un programme de deux ans d'investissement dans la formation et la mobilité professionnelles ».



# CE QU'IL FALLAIT DECRYPTER



## LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE EN TOILE DE FOND DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE



© Jean-François Badier/Alp

Le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la France prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne pour une période de 6 mois. Pour chaque pays de l'UE, la présidence revêt une dimension particulièrement importante ; c'est l'occasion pour le pays concerné de s'assurer que certains sujets législatifs puissent déboucher politiquement pendant sa présidence, sachant que celle-ci ne décide pas de l'ordre du jour : les textes seront ceux de l'échéancier législatif et donc exclusivement dépendants de l'avancée des projets de la Commission, débattus au Conseil et au Parlement. C'est le rolling agenda.

Cette présidence française prendra une tournure particulière en 2022 puisque marquée par l'élection présidentielle d'avril et par les élections législatives de juin, ce qui est sans précédent. Avec trois gouvernements successifs sur la période. En d'autres

termes, une présidence singulière, écrasée par l'agenda électoral national, et qui se concentrera politiquement sur les trois premiers mois de 2022 qui sont aussi les derniers mois de la campagne présidentielle.

Emmanuel Macron et le gouvernement, notamment le secrétaire d'État aux Affaires européennes Clément Beaune, préparent d'ores et déjà activement cette présidence, qui sera organisée autour du tryptique **Relance, Puissance, Appartenance**. Plusieurs sujets devraient donner lieu à une active communication : les enjeux environnementaux autour du *Green Deal* ou encore les enjeux sociaux, avec notamment le projet de directive instaurant un salaire minimum décent dans tous les pays de l'Union européenne.

Dans un contexte de défiance prononcée des citoyens envers les institutions européennes, l'Union a lancé le 9 mai à Strasbourg la Conférence sur l'avenir de l'Europe, afin de proposer un nouveau cadre d'action pour l'Europe et de lui donner un nouveau souffle. Très engagé sur le sujet, Emmanuel Macron compte en faire un point central de la PFUE, notamment en s'appuyant sur une consultation citoyenne. La plateforme participative multilingues déjà lancée en avril par la Commission sera déclinée à partir de septembre avec des panels de citoyens tirés au sort dans les régions, ce qui n'est pas sans rappeler la méthode de la convention citoyenne pour le climat.

# BRÈVES DE CAMPAGNE

## 1 TWEET 1 ACTU

- > **Emmanuel Macron** (le 08/05) : « Nous sommes en train de bâtir en Européens la réponse à la crise que nous traversons : une réponse sociale, conforme à nos valeurs, qui a pu avancer au Sommet de Porto ».
- > **Jean-Luc Mélenchon** (Le 09/05) : « Il y a dans la jeunesse une situation de détresse extrême. Voilà pourquoi nous avons proposé comme mesure d'urgence à l'Assemblée nationale le RSA pour les jeunes. Il faut que les jeunes puissent pouvoir manger, suivre leurs études et qu'on cesse de les humilier ».
- > **Xavier Bertrand** (le 06/05) : « Par cynisme et calcul personnel, Emmanuel Macron déroule le tapis rouge à Marine Le Pen. Il manœuvre pour briser la droite républicaine. Il n'y parviendra pas. Rassemblée, la droite l'emportera : la victoire sourit au courage et aux convictions »



## IL Y A 5 ANS AU MÊME MOMENT...

... L'Assemblée nationale adopte la loi « Travail », après engagement par le Gouvernement de sa responsabilité en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.



## L'INFO-BUZZ

### MÉLENCHON ET LES COMMUNISTES, CHRONOLOGIE D'UN DIVORCE



#### PRÉSIDENTIELLE 2007

Marie-George Buffet recueille 1,93 % des suffrages.



#### PRÉSIDENTIELLE 2012

Le PCF, le Parti de Gauche et Gauche unitaire s'allient pour fonder le Front de Gauche en soutien de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui recueille 11,10 % des voix.



#### PRÉSIDENTIELLE 2017

Jean-Luc Mélenchon fonde son mouvement La France Insoumise en autonomie des communistes, qui finissent par lui apporter son soutien pour la présidentielle. L'édile de LFI reçoit les suffrages de 19,58 % des Français, en nette progression par rapport à 2012.



#### 25 NOVEMBRE 2018

Fabien Roussel est élu secrétaire national du PCF sur la promesse de candidatures autonomes communistes aux élections, notamment la présidentielle.



#### 7, 8 ET 9 MAI 2021

Ce week-end, les adhérents du PCF étaient appelés à se prononcer sur les choix du parti pour les échéances électorales de 2022 :

- 72,47 % des votants ont déclaré être favorables à une candidature communiste à la présidentielle ;
- 82,32 % ont émis le souhait que Fabien Roussel porte cette candidature.



## BREF

Après la tournée de promotion de son ouvrage réalisé avec Gilles Boyer, **Edouard Philippe** s'était fait plus discret ces dernières semaines sur la scène nationale. Pour autant, un **sondage YouGov réalisé pour Linternaute.com du 26 au 27 avril**, donne des indications encore plus claires sur le scénario qui se profilerait en cas de candidature d'Edouard Philippe à l'élection présidentielle. En effet, dans l'**hypothèse où Emmanuel Macron ne se présenterait pas** à sa propre succession, **l'ancien locataire de Matignon recevrait 36 % des suffrages**. Le sondage va jusqu'à tester une confrontation entre le chef de l'État et son ancien Premier ministre au premier tour, pour lequel le maire du Havre resterait à des niveaux honorables à 30 %.



## L'AGENDA POLITIQUE

- > **24 mai** : début de la campagne officielle des élections régionales et départementales
- > **30 mai** : 1<sup>er</sup> tour de 4 législatives partielles (6206 ; 7515 ; 6006 ; 3603)
- > **1<sup>er</sup> juin** : Convention nationale de LR sur la souveraineté économique de la France.
- > **5 juin** : Journée mondiale de l'environnement
- > **6 juin** : 2<sup>e</sup> tour de 4 législatives partielles (6206 ; 7515 ; 6006 ; 3603)